

Grande-Bretagne. Ils tirent ainsi un verrou devant la pénétration soviétique.

Mars 1947 : le même mois, agonise la conférence qui réunit à Moscou les ministres des Affaires étrangères des quatre grands pays, celle qu'on a appelée la conférence de la dernière chance. Le désaccord apparaît irrémédiable entre Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, et les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de Grande-Bretagne et de France. Jusque-là, la grande idée de la diplomatie française, tant avec le général de Gaulle qu'après son départ, le 20 janvier 1946, était que la France soit un lien entre les deux camps. C'est devenu une vue de l'esprit. En mars 1947, la France tire les conséquences de la situation et, en partie pour avoir le charbon sarrois, rejoint les positions de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Trois mois après le discours qui définissait « la doctrine Truman », le discours capital prononcé à l'université Harvard par le secrétaire d'État américain, le général Marshall, au début de juin 1947, marque une date aussi importante dans l'évolution des relations internationales, tant pour les rapports États-Unis-Europe qu'entre les deux Europe. Le général Marshall propose à l'Europe l'aide américaine pour son redressement économique, l'Europe étant alors incapable de se relever par elle-même. Le discours de Marshall se situe ainsi sur le plan économique, mais les préoccupations qui l'ont inspiré sont de plusieurs ordres, entre autres, le souci d'empêcher l'Europe occidentale de glisser dans le chaos. Cela signifie aussi que, pour les États-Unis, l'Europe occidentale a la priorité sur l'Asie. Il faut relever que la proposition, telle qu'elle est formulée dans le discours de Harvard, s'adresse à toute l'Europe sans faire d'exception : elle n'exclut pas l'Europe orientale, ni même l'Union soviétique. A telle enseigne que le gouvernement tchécoslovaque donne d'abord une réponse favorable et se dispose à participer à la conférence qui va réunir à Paris les représentants des pays intéressés. La Tchécoslovaquie n'eut pas le temps de donner suite : elle doit revenir sur son acceptation, sous la pression du gouvernement soviétique qui redoute que ses satellites lui échappent et qui craint que la contagion de l'économie libérale ne désintègre le système qu'il est en train d'édifier en Europe de l'Est.

Ainsi, c'est la conjonction de la proposition américaine et du refus soviétique qui consomme la cassure de l'Europe en deux et non pas le plan Marshall seul. Le « rideau de fer » dont parlait Churchill, qui n'avait jusque-là de signification que politique, se double désormais d'une barrière économique : l'Europe est maintenant scindée en deux. A partir du refus soviétique et de la conférence qui donne consistance au projet Marshall, les deux Europe suivront des évolutions divergentes : deux blocs se constituent. A l'Ouest, les pays sont liés aux États-Unis, à leur économie d'abord. Ils le seront bientôt à la stratégie américaine : le 4 avril 1949, l'Europe occidentale se lie pour vingt ans par le Pacte atlantique. Les États-Unis sont présents en Europe ; ils acceptent, pour la première fois de leur histoire, en pleine paix – mais une paix qui est aussi une guerre froide –, d'envoyer de façon permanente des troupes en Europe pour assurer la sécurité de l'Europe occidentale, et pour signifier qu'ils ne laisseraient pas éclater un troisième conflit sans y prendre part dès le début. A l'Est, les pays font bloc avec l'Union soviétique. Leurs économies deviennent solidaires de celle de la Russie, leurs systèmes militaires aussi.

Deux systèmes antagonistes s'édifient sur tous les plans. Sur le plan militaire : pacte Atlantique contre pacte de Varsovie. Sur le plan économique évidemment, sur le plan politique aussi : le morcellement de l'Allemagne, qui n'était en 1945 que la conséquence circonstancielle de sa défaite, devient une donnée permanente : les fragments d'Allemagne sont incorporés dans l'un et l'autre bloc. De quatre zones on passe par étapes à deux : la zone britannique et la zone américaine fusionnent d'abord pour former la « bizonie », puis la petite zone française les rejoint. En 1949, le partage de l'Allemagne se manifeste jusque dans les institutions politiques. D'une part, entre en vigueur à l'Ouest la loi fondamentale, qui est la Constitution de la République fédérale, et des élections générales à l'automne désignent un chancelier : Adenauer. D'autre part, à l'Est, c'est, en réplique, la Constitution de la République démocratique allemande avec ses propres institutions et son gouvernement.

La scission s'étend à tout : à tous les pays, à tous les types d'organisation. A l'intérieur des pays d'Europe occidentale,